



GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE EST-HERAULT SUD-AVEYRON

## **ACCORD CADRE ETUDES DE PROGRAMMATION / ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE**

Affaire n°23A0248

# C.C.T.P

## Cahier des Clauses Techniques Particulières

# Sommaire

## Table des matières

I - DEFINITION DES PRESTATIONS.....	3
II - MODALITES DE L'ACCORD CADRE .....	4
1- EXIGENCES MINIMALES DES TITULAIRES .....	4
2- PERIMETRE DES PRESTATIONS .....	4
III - TYPOLOGIE DES PRESTATIONS : .....	5
1- Etudes de diagnostic, de faisabilité, d'aide à la prise de décision sur le plan technique, fonctionnel et architectural.....	5
2- Etudes de programmation (pré-programme, programme technique détaillé), schéma directeur technique fonctionnel, architectural.....	5
3- Assistance technique au maître d'ouvrage (ATMO) .....	6
4- Autre mission transversale.....	7
Accompagnement auprès des instances extérieures au maître d'ouvrage .....	7

## I - DEFINITION DES PRESTATIONS

L'accord cadre englobe 5 types de prestations qui sont les suivantes :

1. Etudes de diagnostic, de faisabilité, d'aide à la prise de décision sur le plan technique, fonctionnel et architectural
2. Etudes de programmation (pré-programme, programme technique détaillé), schéma directeur technique fonctionnel, architectural
3. Assistance en phase de consultation des maîtres d'œuvre ou des équipes de conception réalisation dans le cadre d'un marché global
4. Assistance et conseil au maître d'ouvrage pour la validation des rendus en phase étude de conception
5. Assistance au maître d'ouvrage en phase réalisation des travaux (suivi de chantier de travaux, réception des travaux, période de garantie de parfait achèvement, suivi de performance)

Les missions d'assistance liées au points 3 – 4 et 5 ne sont pas à confondre avec une mission de conduite d'opération. Ces missions d'assistance sont recouvertes sous le vocable ATMO (assistance technique au maître d'ouvrage).

Dans le cadre d'une mission ATMO, le maître d'ouvrage est le conducteur d'opération.

Par ailleurs les marchés subséquents qui découlent de cet accord cadre peuvent inclure 1 ou plusieurs types des missions listées ci-dessus. Ainsi les missions peuvent inclure à la fois des prestations d'étude de programmation et d'assistance partielle (ex : assistance en phase consultation des maîtres d'œuvre, assistance en phase APS/APD...) et/ou globale (ATMO)

Ces prestations peuvent être réalisées dans le cadre soit :

- D'une opération patrimoniale avec un marché de maîtrise d'œuvre et un ou des marchés de travaux
- D'une opération patrimoniale avec un marché « global » (\*) regroupant l'équipe de conception (architecte, bureaux d'études), de réalisation (entreprises de travaux) et/ou d'exploitation/maintenance

(\*) le vocable « marché global » regroupe, les marchés de conception/réalisation, marchés globaux sectoriels, marchés globaux de performance

NOTA :

Dans le cadre d'une opération en marché global :

Il est bien précisé que l'assistant technique du maître d'ouvrage (ATMO) ne décharge pas l'ingénierie cotraitante (du groupement de conception-réalisation) de ses responsabilités, notamment en matière technique. L'ATMO est toutefois à ranger dans la catégorie des "constructeurs" au sens de la loi du 4 janvier 1978 sur l'assurance construction (decennale). Il doit donc être assuré en conséquence.

Dans le cadre des missions issues de l'accord cadre, le titulaire devra prendre en compte la transformation écologique aussi bien en construction neuve qu'en réhabilitation de bâtiments, les sujets notamment de décarbonation, d'efficacité énergétique, de résilience climatique seront donc à prendre en compte pour les études de programmation/ schéma directeur en fonction du projet.

L'intégration des enjeux de développement durable/ responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est à prendre en considération dans les projets immobiliers hospitaliers (voir annexes : référentiel et grille d'accompagnement du Conseil Scientifique du Comité National de l'Investissement en santé), notamment dans le cadre des processus de validation auprès de l'Agence Régionale de Santé et des instances nationales, pour les dossiers éligibles au plan SEGUR entre autre.

## II - MODALITES DE L'ACCORD CADRE

L'accord cadre est multi attributaire et à marchés subséquents.

Pour chaque besoin, les 5 titulaires de l'accord cadre seront mis en concurrence.

### 1- EXIGENCES MINIMALES DES TITULAIRES

Compétences exigées :

- Programmation architecturale hospitalière
- Ingénierie Tous corps d'état du bâtiment
- Ingénierie environnementale et transition écologique du bâtiment
- Administrative et juridique (montage contractuel, suivi de chantier), le candidat devra apporter la preuve de l'agrément pour la pratique du droit à titre accessoire

### 2- PERIMETRE DES PRESTATIONS

Les missions issues de cet accord cadre concernent les opérations de rénovation, réhabilitation/ restructuration, extension et neuves sur bâtiment sur l'ensemble du patrimoine immobilier des établissements du GHT EHSA.

**Sont exclues de cet accord cadre :**

- 1- Les opérations exigeant une ou des compétences particulières qui ne sont pas stipulées au présent accord cadre.

Certains projets immobiliers de par leur objet nécessitent des compétences particulières notamment : *des compétences médicales en organisation MCO, services de soins et flux associés (personnels, patients) – des compétences financières concernant le fonctionnement de l'hôpital sur la partie médicale (projection en fonction de l'activité) - des compétences en ingénierie logistiques (restauration, blanchisserie, transports) – des compétences en organisation ressources humaines médicales et para médicales...*

- 2- Les opérations spécialisées techniquement, notamment les opérations concernant des équipements/bâtiments type « industriel » et/ou avec process (ex centrale de secours, blanchisserie, restauration, stérilisation, ascenseurs...)

A titre d'exemple, le CHU de Montpellier a lancé une consultation pour une mission d'ATMO pour la rénovation de la blanchisserie ou bien encore une consultation d'ATMO spécifique à la rénovation de l'ensemble des ascenseurs de l'hôpital Lapeyronie.

### III - TYPOLOGIE DES PRESTATIONS :

**La description des prestations faites au présent CCTP est générale et non-exhaustive.**

Pour chaque consultation découlant de l'accord cadre (marché subséquent), un document stipulera l'ensemble des prestations attendues spécifiquement à la mission (lettre de mission/ CCTP...).

#### 1- Etudes de diagnostic, de faisabilité, d'aide à la prise de décision sur le plan technique, fonctionnel et architectural

Toutes études préalables à une phase de programmation, lorsque le maître d'ouvrage souhaite avoir un état des lieux préalable technique, fonctionnel et/ou architectural sur un projet patrimonial en cours de réflexion.

#### 2- Etudes de programmation (pré-programme, programme technique détaillé), schéma directeur technique fonctionnel, architectural

Les études de programmation se composent de 2 phases principales :

##### **Phase Pré-programme :**

Cette phase comprend notamment :

ETAT DES LIEUX / DIAGNOSTIC / RECUEIL DES BESOINS / FAISABILITES ARCHITECTURALES DES DIFFERENTS SCENARIOS permettant LE CHOIX D'UN SCENARIO

Le préprogramme est le fondement de l'opération immobilière. Il définit le profil du projet en dévoilant le gabarit de chacune des fonctions, ses aspects fonctionnels, ses grandes lignes techniques, ses implications de gestion majeures. Il est l'outil mis à la disposition du maître d'ouvrage pour prendre la décision de faire, de faire différemment, voire de ne pas faire.

Il consiste en un travail de recherche et d'analyse, réalisé en liaison avec les représentants du Maître d'Ouvrage, le conducteur d'opération et les utilisateurs.

Il sera en particulier réalisé :

- Un état des lieux et un diagnostic architectural et technique du site /bâtiment /installation concernées par le projet;
- Une étude et un recueil des besoins auprès des différents utilisateurs, intervenants (réunions de travail à mener). Cette étude comprend notamment une analyse critique des besoins, des possibilités et des contraintes. Cette phase intégrera le dimensionnement des divers besoins (activités, services...) à intégrer et permettra d'établir une liste détaillée des besoins de locaux en surface utile ;
- Plusieurs scénarii seront éventuellement à envisager et étudier. Pour chaque scénario, il sera réalisé :
  - o Un préprogramme avec recueil des besoins ;
  - o Un plan de masse avec l'implantation possible du ou des bâtiments/ installations et la faisabilité architecturale correspondante ;
  - o Un calendrier général de réalisation des consultations, des études et des travaux ;
  - o L'estimation du coût des travaux et du coût total de l'opération (TDC Toutes Dépenses Confondues) avec éventuellement en complément l'estimation de couts annexes (ex : mobiliers, équipements...)
- Un comparatif des différents scénarii sera réalisé mettant en avant les avantages et les inconvénients de chaque scénario.

A la fin de cette phase, le prestataire présente et communique au maître d'ouvrage un document synthèse "**PRE-PROGRAMME**" soumis à validation du maître d'ouvrage.

#### **Phase : Programme technique détaillé**

Cette phase comprend notamment :

Réalisation du PROGRAMME TECHNIQUE DETAILLÉ (PTD) d'architecture et d'ingénierie de l'opération

Le PTD est un outil opérationnel qui formalise l'ensemble des problématiques que le projet futur devra traiter dans le respect d'une enveloppe financière.

Le PTD est l'élément de référence pour la consultation du maître d'œuvre ou de conception/réalisation. Il devra poser les bonnes questions et définir les besoins dans ce qu'ils ont de plus fondamentaux, en laissant au concepteur le soin d'apporter la solution la plus adaptée.

Le PTD doit permettre la production de documents de conception explicites et devra garantir aux concepteurs en compétition une commande cohérente.

Le Programme Technique Détaillé comprendra notamment :

- La présentation de l'opération,
- Le rappel des objectifs fondamentaux du Maître d'Ouvrage,
- Le programme général des besoins,
- Le recueil des données,
- Le recueil des contraintes,
- Le programme et surfaces des aménagements intérieurs et extérieurs,
- Les schémas ou tableaux des liaisons fonctionnelles principales,
- Le rappel des textes réglementaires,
- Les exigences techniques, architecturales et économiques ; les exigences techniques par corps d'état,
- Les exigences environnementales les fiches détaillées par local en indiquant les équipements et les mobiliers prévus par local,
- Le calendrier général de réalisation de l'opération, les phasages de travaux,
- L'estimation du coût des travaux et l'estimation du coût TDC de l'opération ; une estimation du coût des équipements et des mobiliers sera également établie.

A la fin de cette phase le prestataire présente et communique au maître d'ouvrage un document synthèse "**PROGRAMME TECHNIQUE DETAILLÉ**" soumis à validation du maître d'ouvrage.

Nota :

Dans le cadre d'une opération en conception/réalisation les études de programmation sont approfondies et détaillées notamment pour le rendu du PTD. La notion traditionnelle de « maîtrise d'œuvre » garante des intérêts du maître d'ouvrage et de la bonne exécution des marchés de travaux se trouve limitée, ce type de montage faisant disparaître l'indépendance entre maître d'œuvre et entreprise de travaux.

### **3- Assistance technique au maître d'ouvrage (ATMO)**

La mission ATMO n'est pas à confondre avec une mission de conduite d'opération. Dans le cadre d'une mission ATMO, le maître d'ouvrage est le conducteur d'opération.

**Pour le CHU de Montpellier, la mission ATMO concerne principalement les projets réalisés en « marché global »** (les missions d'ATMO peuvent inclure la mission de programmation). Cependant la mission d'ATMO peut concerner aussi des projets réalisés en « loi MOP » à savoir un marché de maîtrise d'œuvre suivi d'un ou plusieurs marchés de travaux.

En procédure « marché global », la maîtrise d'œuvre étant « du côté » entreprise, ce type de montage fait disparaître l'indépendance entre maître d'œuvre et entreprise.

Il est donc nécessaire pour le maître d'ouvrage d'apporter des éléments compensatoires à la disparition de la notion traditionnelle de maîtrise d'œuvre au travers de la mise en place d'une mission d'assistance technique au maître d'ouvrage (ATMO) qui permet de combler les lacunes mises en évidence ci-avant, à l'exclusion évidemment des prestations de conception et des prestations portant responsabilité en matière de réalisation.

L'assistant technique du maître d'ouvrage est investi de toutes les prérogatives de suivi des marchés de travaux telles que définies par le C.C.A.G. travaux dans une procédure classique, à l'exclusion de celles engageant la responsabilité du concepteur (annexe 1 – du présent CCTP).

L'ATMO a notamment pour mission de :

Assistance Technique du Maître de l'Ouvrage au stade de la procédure avec négociation, avec jury, en marché global ou une consultation de maîtrise d'œuvre (concours, procédure adaptée ou accord cadre de maîtrise d'œuvre du GHT EHSA)

Assistance Technique du Maître de l'Ouvrage au stade de la mise au point du marché global ou du marché de maîtrise d'œuvre

Assistance Technique du Maître de l'Ouvrage concernant les prestations intellectuelles connexes au travaux (contrôle technique, CSPS, géotechnique, géomètre, assurance...)

Assistance Technique du Maître de l'Ouvrage au stade des études de conception y compris suivi de toutes les autorisations administratives

Assistance Technique du Maître de l'Ouvrage au stade des études d'exécution

Assistance Technique du Maître de l'Ouvrage au stade de la réalisation des travaux

Assistance Technique du Maître de l'Ouvrage au stade de la réception y compris la levée des réserves

Assistance Technique du Maître de l'Ouvrage au stade du Suivi des Résultats et Assistance durant la période de garantie, Traitement des réclamations

Assistance Technique du Maître de l'Ouvrage au stade du suivi de performance (dans le cadre des marchés globaux de performance/ des marchés globaux sectoriels incluant la maintenance et/ou l'exploitation)

Nota :

Les consultations en « marché global » font l'objet d'une procédure négociée, il est donc attendu de la part de l'ATMO, outre l'organisation des négociations, d'être force de proposition en émettant pour chaque offre les éléments de discussion pouvant être négociés permettant aux candidats d'améliorer leur offre.

#### 4- Autre mission transversale

##### Accompagnement auprès des instances extérieures au maître d'ouvrage

Certains projets immobiliers des établissements du GHT peuvent être soumis à un processus de validation obligatoire dans le cadre de financement extérieur (subvention), notamment dans le cadre de projets issue du plan SEGUR (CNIS : conseil national de l'investissement en santé ou CRIT : comité régional d'investissement technique)

Le titulaire, outre sa mission d'ATMO, pourra se voir confier une mission d'assistance dans le cadre de ces procédures obligatoires de validation des projets hospitaliers, notamment :

- Aide à la rédaction des documents obligatoires auprès des instances de validation
- Participation aux réunions avec les instances (Agence Régionale de la Santé, collectivité locales...)

## ANNEXE 1

Principales prestations attribuées à l'assistant technique du maître de l'ouvrage par le C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux modifié

Article du CCAG	Objet
2	Définition du rôle général de l'assistant technique du maître de l'ouvrage.
3.4	Représentation du titulaire et obligations d'information relatives au titulaire.
3.2	Détermination du point de départ des délais.
3.6.1.3	Prise de connaissance du nom de la personne physique qualifiée pour représenter le sous-traitant dès acceptation et agrément obtenu
3.8.1	Rédaction, signature et numérotation des ordres de service.
3.8.2 - 3.8.3	Prise de connaissance des éventuelles réserves formulées par le groupement à la réception d'un ordre de service.
6.1 à 6.3	Protection de main d'œuvre et conditions de travail
9.1.2	Dépenses et marges pour installations de chantier et risque de défaillance.
11	Constatations et constats contradictoires.
12.1	Demandes de paiement mensuelles
12.1.3	Calcul du montant des travaux
12.2	Acomptes mensuels.
12.2.1	Détermination du montant de l'acompte mensuel à régler au groupement.
12.2.2	Notification au groupement, par ordre de service, de l'état d'acompte
12.3	Demande de paiement final
12.3.2	Réception du projet de décompte final. Etablissement d'office du décompte final, après mise en demeure restée sans effet.
12.3.4	Acceptation ou rectification du projet de décompte final.
12.4	Décompte général - Solde
12.4.1	Etablissement du décompte général.
12.4.4	Réception de la copie établie par le groupement sur le vu du décompte général
13.4	Arrêt des prix provisoires pour le règlement des études ou travaux nouveaux ou modificatifs.
13.5	Réception des observations formulées par le groupement sur les prix provisoires.
14.5	Estimation des conséquences financières des ordres de service ayant pour effet d'entraîner une modification de la masse des travaux
18.2.2	Débat sur l'importance de la prolongation ou du report de délai avec le groupement et proposition à l'approbation du pouvoir adjudicateur
21.2	Autorisation de modification de la provenance des matériaux, produits ou composants fixée dans le marché. Notification par ordre de service des prix provisoires correspondants.
23	Qualité des matériaux et produits - Application des normes
24	Vérification qualitative des matériaux et produits - Essais et épreuves.
25	Vérification quantitative des matériaux et produits.



- 27.4 et 27.5 Formulation d'observation sur le procès-verbal de l'opération de piquetage dressé par le groupement et piquetages complémentaires
- 28.2 Visa du programme d'exécution des travaux.
- 29.1.1 Réception des observations formulées par le groupement sur les documents fournis par le maître d'ouvrage.
- 29.1.3 à 1.5 Visas des plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins à la diligence du groupement.
- 30 Injonction de reconstruire les ouvrages qui ne sont pas conformes aux stipulations du marché.  
Acceptation des changements faits par le groupement à l'initiative de ce dernier.
- 31.2 Accord préalable sur le choix des terrains destinés au dépôt des déblais en excédent.
- 31.3 Apport d'un concours au groupement pour lui faciliter l'obtention d'autorisations administratives dont il aurait besoin.
- 31.4.4 Après mise en demeure restée sans effet, prise de mesures visant à rétablir l'hygiène et la sécurité sur le chantier.
- 31.4.5 Information du pouvoir adjudicateur en cas de dysfonctionnement sur le chantier entravant le bon déroulement de celui-ci occasionné par le personnel du groupement
- 31.7 Après mise en demeure restée sans effet, prise de mesures visant à maintenir les communications et l'écoulement des eaux.
- 31.10.1 Opposition aux démolitions des constructions situées dans les emprises du chantier.
- 32 Participation à diverses procédures faisant suite à la découverte d'engins explosifs de guerre.
- 33 Participation à diverses procédures faisant suite à la découverte d'objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique.
- 34 Avis sur les conditions d'usage des voies publiques.
- 38 Prescription d'essais et contrôles des ouvrages autres que ceux définis dans le marché.
- 39.1 En cas de présomption de l'existence d'un vice de construction, prescription par ordre de service des mesures de nature à permettre de déceler ce vice.
- 40 Réception des documents fournis après réception.
- 41 Organisation des opérations préalables à la réception et proposition de réception à la personne responsable du marché.
- 43.2 Etablissement de l'état des lieux préalable à la mise à disposition d'ouvrages ou de parties d'ouvrages.
- 44.1 Notification au groupement des désordres constatés pendant la période de garantie.  
Réception des plans conformes à la réception.
- 45 Garantie relative à la propriété intellectuelle
- 49 En cas de résiliation :  
- établissement du procès-verbal des opérations de constatations relatives aux ouvrages ou partie d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier.  
- prise d'autres mesures administratives éventuellement associées.
- 52 Participation à la prise de mesures coercitives.
- 55.1 Transmission au maître d'ouvrage, avec avis, du mémoire en réclamation établi par le groupement.

Annexe 2 :

Document n°INST TECH/002/4 (rôle des différents intervenants de la Direction des Travaux et du Biomédical du CHU dans la mise en œuvre et le déroulement d'une opération Travaux – investissement) – document applicable uniquement au CHU de Montpellier

Annexes 3 & 4 :

Référentiel et grille d'accompagnement du Conseil Scientifique du Comité National de l'Investissement en santé